

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Val-David _____

Code géographique : 78010 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lucien Ouellet, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Val-David pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2019-04-02

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Val-David,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidé de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID (la « Municipalité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas comptabilisé, aux 31 décembre 2018 et 2017 à l'état consolidé de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations devant être financées ou non par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés.

Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion d'audit avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

Par ailleurs, l'article 24.1 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'un transfert pluriannuel qui doit être comptabilisée dans l'année financière du gouvernement est celle qui est exigible et autorisée par l'Assemblée Nationale du Québec.

La comptabilisation par la Municipalité de ces paiements de transfert comme le prescrit la norme comptable entraînerait les ajustements suivants sur les états financiers consolidés de la Municipalité :

	Augmentation /	(Diminution)
	2018	2017
<u>État de la situation financière</u>	-----	-----
Débiteurs	2 692 387 \$	1 822 261 \$
Excédent accumulé		
- Excédent de fonctionnement non affecté	-	(35 409) \$
- Financement des investissements en cours	393 079 \$	379 363 \$
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	2 299 308 \$	1 478 307 \$

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANTÉtat de l'excédent (déficit) de
fonctionnement à des fins fiscales

Transferts	(168 339)\$	(159 810)\$
Remboursement de la dette à long terme	(203 748)\$	(158 460)\$
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	35 409 \$	(1 350)\$

État de l'excédent (déficit) d'investissement
à des fins fiscales

Transferts	1 038 465 \$	200 670 \$
Financement à long terme des activités d'investissement	(1 024 749)\$	- \$
Excédent d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	13 716 \$	200 670 \$

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables professionnels agréés

LISE GUAY, CPA auditrice, CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2019-04-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	7 342 375	7 478 236	7 170 373
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 465	49 609	39 251
Quotes-parts	3			
Transferts	4	463 542	669 657	1 345 281
Services rendus	5	527 527	631 916	658 972
Imposition de droits	6	380 000	456 419	422 037
Amendes et pénalités	7	36 000	39 419	29 120
Revenus de placements de portefeuille	8	16 000	27 184	30 879
Autres revenus d'intérêts	9	83 000	97 222	88 212
Autres revenus	10	26 000	192 854	145 830
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 913 909	9 642 516	9 929 955
Charges				
Administration générale	14	1 449 365	1 583 250	1 556 931
Sécurité publique	15	1 164 884	1 319 060	1 701 653
Transport	16	1 586 206	2 318 818	2 178 550
Hygiène du milieu	17	1 604 139	2 005 209	2 007 025
Santé et bien-être	18	12 500	10 674	10 397
Aménagement, urbanisme et développement	19	406 849	396 474	448 645
Loisirs et culture	20	1 641 214	1 614 430	1 740 584
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	390 140	387 665	356 075
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 255 297	9 635 580	9 999 860
Excédent (déficit) de l'exercice	25	658 612	6 936	(69 905)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		13 674 922	13 744 827
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		13 674 922	13 744 827
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		13 681 858	13 674 922

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	928 829	35 813
Débiteurs (note 5)	2	1 567 628	1 884 312
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	2 496 457	1 920 125
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		1 821 425
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 167 090	1 559 923
Revenus reportés (note 12)	12	171 899	68 421
Dette à long terme (note 13)	13	18 128 357	14 544 454
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	19 467 346	17 994 223
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(16 970 889)	(16 074 098)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	30 376 182	29 472 998
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	48 382	48 382
Stocks de fournitures	19	132 165	130 970
Autres actifs non financiers (note 17)	20	96 018	96 670
	21	30 652 747	29 749 020
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	13 681 858	13 674 922

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	658 612	6 936	(69 905)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	2 341 270)	(2 558 333)
Produit de cession	3		2 006	25 497
Amortissement	4		1 437 373	1 276 727
(Gain) perte sur cession	5		(1 293)	(2 657)
Réduction de valeur / Reclassement	6			95 203
	7		(903 184)	(1 163 563)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(1 195)	5 340
Variation des autres actifs non financiers	10		652	3 553
	11		(543)	8 893
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	658 612	(896 791)	(1 224 575)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(16 074 098)	(14 849 523)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(16 074 098)	(14 849 523)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(16 970 889)	(16 074 098)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 936	(69 905)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 437 373	1 276 727
Autres			
- Gain sur cession immo.	3	(1 293)	(2 657)
- Réduction de valeur immo.	4		95 203
	5	1 443 016	1 299 368
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	316 684	(351 050)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(392 833)	320 206
Revenus reportés	9	103 478	(6 351)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(1 195)	5 340
Autres actifs non financiers	13	652	3 553
	14	1 469 802	1 271 066
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 341 270)	(2 761 867)
Produit de cession	16	2 006	25 497
	17	(2 339 264)	(2 736 370)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	5 311 800	10 101 043
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 691 721)	(6 530 959)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 821 425)	(1 922 625)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(36 176)	(87 819)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 762 478	1 559 640
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	893 016	94 336
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	35 813	(58 523)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	35 813	(58 523)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	928 829	35 813

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

La Régie incendie des Monts a été constituée conformément à l'article 580 du code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 30 mars 2016.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs a été constituée conformément à l'article 580 du code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 20 mars 2011.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs et passifs, les revenus et les dépenses consolidés ligne par ligne, de la « Régie incendie des Monts » et la « Régie intermunicipale des Trois-Lacs », partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

b) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations de la Municipalité, de la Régie incendie des Monts et de la Régie intermunicipale des Trois-Lacs sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Travaux d'infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	5 à 40 ans
Véhicules	2 à 16 ans
Véhicules lourds et machinerie lourde	15 à 20 ans
Mobilier et équipement	5 à 10 ans
Équipement informatique	4 à 10 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
- Financement des activités de fonctionnement :
 - pour les frais d'émission reportés relatifs à la dette à long terme en question : au fur et à mesure de l'amortissement des frais d'émission à l'état des résultats.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour les paiements de transfert du gouvernement du Québec dont l'encaissement est plus rapide que le remboursement de la dette à long terme y afférent : au fur et à mesure du remboursement en capital et intérêts de la dette à long terme.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

3. Modification de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

Le 1er janvier 2018, la Municipalité a adopté les cinq nouvelles normes suivantes :

SP 2200, Information relative aux apparentés

SP 3210, Actifs

SP 3320, Actifs éventuels

SP 3380, Droits contractuels

SP 3420, Opérations interentités

Le **chapitre SP 2200** définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Cette nouveauté implique, en somme, les changements suivants :

- *L'identification d'une relation d'apparentement* : La relation d'apparentement a été élargie pour englober les principaux dirigeants de la Municipalité tels que le directeur général, ses proches parents ainsi que les entités soumises au contrôle exclusif ou partagé de ces individus.
- *L'information à fournir concernant les opérations entre apparentés* : La norme exige la divulgation d'informations concernant les opérations entre apparentés en fonction des deux caractéristiques suivantes :
 - elles ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées; et
 - elles ont (ou pourraient avoir dans le cas des opérations non comptabilisées) une incidence financière importante sur les états financiers.

L'information à fournir est notamment la nature de la relation avec la personne apparentée et les sommes en cause. Si des informations doivent être divulguées, elles ne seront pas nominatives, ce qui permettra d'éviter l'identification des parties en cause. Ces nouvelles modifications n'ont pas d'incidence significative sur les résultats ni sur la situation financière de la Municipalité. Elle ne touche, le cas échéant, que les éléments de contrôle interne en lien avec le recensement des apparentés ainsi que l'information à fournir aux notes complémentaires au rapport financier.

Le **chapitre SP 3210** fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans la norme SP 1000, Fondements conceptuels des états financiers, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatés.

Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

Le **chapitre SP 3320** définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Le **chapitre SP 3380** définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que de leur échéancier.

Le **chapitre SP 3420** établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

L'application de ces normes est effectuée de façon prospective et leur adoption n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de la Municipalité. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 884 284	142 921
Découvert bancaire	2 ()	(107 108)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 44 545	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 928 829	35 813
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 721 400	5 843 400
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 450 687	336 790
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 506 708	730 402
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 432 610	579 606
Organismes municipaux	15 69 406	96 696
Autres		
- Entreprises, org. et individus	16 108 217	140 818
-	17	
	18 1 567 628	1 884 312
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	35 409
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	35 409
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 159 255	114 453
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	153 010	146 179
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	24 341	14 112
	43	177 351	160 291

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit de 1 000 000 \$ au 31 décembre 2018 et le tout porte intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, le solde de cette marge est inutilisé.

La Régie incendie des Monts dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant maximum autorisé de 100 000 \$ au 31 décembre 2018 portant intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, le solde de cette marge est inutilisé.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	397 793	805 116
Salaires et avantages sociaux	48	444 780	423 822
Dépôts et retenues de garantie	49	166 557	178 385
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Taxes de vente	53	19 856	18 714
- Intérêts courus	54	61 631	64 595
- Autres courus et passifs	55	75 561	67 107
- Organismes municipaux	56	912	2 184
-	57		
	58	1 167 090	1 559 923

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	4 762	4 762
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	161 137	57 659
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transfert	68	6 000	6 000
-	69		
-	70		
-	71		
	72	171 899	68 421

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,86	2,72	2019	2023	73	18 273 200	14 630 743
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,71	3,71	2019	2019	79	11 510	33 888
Autres					80		
					81	18 284 710	14 664 631
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(156 353)	(120 177)
					83	18 128 357	14 544 454

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2019	84	92	1 114 412	100	11 635	117	1 126 047	
2020	85	93	3 224 188	101		110	3 224 188	
2021	86	94	1 220 695	102		111	1 220 695	
2022	87	95	8 686 575	103		112	8 686 575	
2023	88	96	4 027 330	104		113	4 027 330	
2024 et +	89	97		105		114	122	
	90	98	18 273 200	106	11 635	115	123	18 284 835
Intérêts et frais accessoires				107	(125)		124	(125)
	91	99	18 273 200	108	11 510	116	125	18 284 710

Note

	2018	2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(14 278 502)	(14 251 837)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	(2 315 403)	(1 449 962)
Autres	128	(376 984)	(372 299)
	129	(16 970 889)	(16 074 098)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	12 111 424	158	96 639	185	(710 650)	212	12 918 713
Eaux usées	131	9 767 593	159	41 870	186	(137 008)	213	9 946 471
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	10 656 168	160	1 264 000	187		214	11 920 168
Autres	133	1 098 836	161	52 906	188		215	1 151 742
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 015 508	163	108 936	190	(649)	217	4 125 093
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	2 128 037	165	578 485	192	(73 525)	219	2 780 047
Ameublement et équipement de bureau	138	464 563	166	828	193	(1 534)	220	466 925
Machinerie, outillage et équipement divers	139	2 574 906	167	134 738	194	967	221	2 708 677
Terrains	140	5 600 443	168	23 728	195		222	5 624 171
Autres	141	13 700	169		196		223	13 700
	142	<u>48 431 178</u>	170	<u>2 302 130</u>	197	<u>(922 399)</u>	224	<u>51 655 707</u>
Immobilisations en cours	143	847 658	171	39 140	198	847 658	225	39 140
	144	<u>49 278 836</u>	172	<u>2 341 270</u>	199	<u>(74 741)</u>	226	<u>51 694 847</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	3 428 879	173	300 451	200		227	3 729 330
Eaux usées	146	6 556 896	174	227 037	201		228	6 783 933
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	4 551 805	175	477 069	202		229	5 028 874
Autres	148	637 344	176	32 419	203		230	669 763
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 387 949	178	100 589	205	(649)	232	1 489 187
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	825 180	180	123 185	207	(73 525)	234	1 021 890
Ameublement et équipement de bureau	153	405 954	181	12 303	208	(1 534)	235	419 791
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 998 131	182	72 303	209	254	236	2 070 180
Autres	155	13 700	183	92 017	210		237	105 717
	156	<u>19 805 838</u>	184	<u>1 437 373</u>	211	<u>(75 454)</u>	238	<u>21 318 665</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>29 472 998</u>					239	<u>30 376 182</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	138 210	243		245		247	138 210
Amortissement cumulé	241	(31 481)	244	(9 214)	246		248	(40 695)
Valeur comptable nette	242	<u>106 729</u>					249	<u>97 515</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	48 382	48 382
	253	48 382	48 382
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	48 382	48 382
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Autres	256	86 819	88 673
- Autres - RDIM	257	9 199	7 997
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	96 018	96 670
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 860 569 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2019	-	650 783	\$
2020	-	182 860	\$
2021	-	25 276	\$
2022	-	825	\$
2023	-	825	\$

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs s'est engagée auprès de différents fournisseurs, la quote-part revenant à la Municipalité sur le solde des engagements suivants ces contrats s'établit à 108 259 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2019	-	87 288	\$
2020	-	14 008	\$
2021	-	5 949	\$
2022	-	695	\$
2023	-	319	\$

La Régie incendie des Monts s'est engagée auprès d'un fournisseur pour l'achat de deux véhicules pour le service incendie dont la quote-part revenant à la Municipalité est de 457 908 \$ taxes en sus. Le paiement du fournisseur aura lieu au cours de l'exercice 2019.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et du budget adopté par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenaires		
Revenus								
Fonctionnement								
1 Taxes	7 170 373	7 342 375	7 478 236				7 478 236	
2 Compensations tenant lieu de taxes	39 251	39 465	49 609				49 609	
3 Quotes-parts						445 192		
4 Transferts	833 725	463 542	597 545			15 620	613 165	
5 Services rendus	666 333	527 527	640 512			10 088	631 916	
6 Imposition de droits	422 037	380 000	456 419				456 419	
7 Amendes et pénalités	29 076	36 000	38 742			677	39 419	
8 Revenus de placements de portefeuille	30 714	16 000	25 874			1 310	27 184	
9 Autres revenus d'intérêts	88 212	83 000	97 222				97 222	
10 Autres revenus	84 777	26 000	63 815			118 497	182 312	
11 Effet net des opérations de restructuration								
12	9 364 498	8 913 909	9 447 974			591 384	9 575 482	
Investissement								
13 Taxes								
14 Quotes-parts								
15 Transferts	511 556		47 448			9 044	56 492	
16 Imposition de droits								
17 Autres revenus								
18 Contributions des promoteurs	61 053		10 542				10 542	
19 Autres								
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenaires commerciaux								
20	572 609		57 990			9 044	67 034	
21	9 937 107	8 913 909	9 505 964			600 428	9 642 516	
Charges								
22 Administration générale	1 536 171	1 449 365	1 561 463		21 787		1 583 250	
23 Sécurité publique	1 626 437	1 164 884	1 286 658		1 455	445 600	1 319 060	
24 Transport	1 654 999	1 586 206	1 692 096		626 722		2 318 818	
25 Hygiène du milieu	1 463 282	1 604 139	1 458 951		571 064	26 467	2 005 209	
26 Santé et bien-être	10 397	12 500	10 674				10 674	
27 Aménagement, urbanisme et développement	437 913	406 849	387 082		9 392		396 474	
28 Loisirs et culture	1 633 862	1 641 214	1 497 444		116 986		1 614 430	
29 Réseau d'électricité								
30 Frais de financement	348 018	390 140	369 981			17 684	387 665	
31 Effet net des opérations de restructuration								
32	1 206 963		1 347 406 (		1 347 406 (
33 Amortissement des immobilisations	9 918 042	8 255 297	9 611 755			489 751	9 635 580	
34	19 065	658 612	(105 791)			110 677	6 936	
Excédent (déficit) de l'exercice								

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 065	658 612	(105 791)	110 677	6 936
Moins: revenus d'investissement	2	(572 609)	()	(57 990)	(9 044)	(67 034)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(553 544)	658 612	(163 781)	101 633	(60 098)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 206 963		1 347 406	92 017	1 437 373
Produit de cession	5	25 497			2 006	2 006
(Gain) perte sur cession	6	(2 657)			(1 293)	(1 293)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 229 803		1 347 406	92 730	1 438 086
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	47 882		60 630	81 525	142 155
Remboursement de la dette à long terme	17	(687 564)	(908 286)	(908 278)	(62 043)	(970 321)
	18	(639 682)	(908 286)	(847 648)	19 482	(828 166)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(73 490)	()	(150 422)	(2 333)	(152 755)
Excédent (déficit) accumulé	20	20 000		219 462	10 929	230 391
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	319 760	364 990	364 990		364 990
Réserves financières et fonds réservés	22	(158 620)	(142 016)	(141 815)	(3 698)	(145 513)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(54 112)	26 700	(112 159)	(1 725)	(113 884)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	53 538	249 674	180 056	3 173	183 229
	26	643 659	(658 612)	679 814	115 385	793 149
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	90 115	516 033	217 018		733 051

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Administration municipale	
Revenus d'investissement	1	572 609	57 990	9 044	67 034
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(10 121)	()	()	()
Sécurité publique	3	(8 058)	()	50 345	(50 345)
Transport	4	(962 935)	1 264 000	()	(1 264 000)
Hygiène du milieu	5	(1 106 274)	246 860	570 839	(817 699)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(434 862)	209 226	()	(209 226)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(2 522 250)	1 720 086	621 184	(2 341 270)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 820 718	4 013 970	434 275	4 448 245
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	73 490	150 422	2 333	152 755
Excédent accumulé	15	275 314	()	22 790	22 790
Excédent de fonctionnement non affecté	16	()	()	()	()
Excédent de fonctionnement affecté	17	381 631	83 408	14 602	98 010
Réserves financières et fonds réservés	18	730 435	233 830	39 725	273 555
	19	2 028 903	2 527 714	(147 184)	2 380 530
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 601 512	2 585 704	(138 140)	2 447 564

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2017		2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	(107 108)	786 127	142 702	928 829
Débiteurs (note 5)	2	1 869 568	1 521 375	46 253	1 567 628
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	1 762 460	2 307 502	188 955	2 496 457
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 821 425			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 515 843	1 121 091	45 999	1 167 090
Revenus reportés (note 12)	12	68 421	171 899		171 899
Dette à long terme (note 13)	13	14 155 411	17 288 814	839 543	18 128 357
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	17 561 100	18 581 804	885 542	19 467 346
	16	(15 798 640)	(16 274 302)	(696 587)	(16 970 889)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	29 223 931	29 596 611	803 292	30 376 182
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	48 382	48 382		48 382
Stocks de fournitures	19	130 970	130 015	2 150	132 165
Autres actifs non financiers (note 17)	20	88 673	86 819	9 199	96 018
	21	29 491 956	29 861 827	814 641	30 652 747
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	697 632	772 124	87 453	859 577
Excédent de fonctionnement affecté	23	368 019	225 111		225 111
Réserves financières et fonds réservés	24	218 740	279 029	47 864	326 893
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(107 184)	(178 455)	(289)	(178 166)
Financement des investissements en cours	26	(2 745 422)	(161 601)	18 988	(142 613)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	15 047 163	12 294 407	(35 962)	12 234 724
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	13 693 316	13 587 525	118 054	13 681 858

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	2 590 509	2 586 717	2 771 834	2 709 429
Charges sociales	2	648 361	610 346	641 873	594 804
Biens et services	3	3 404 605	3 430 807	3 503 054	4 121 130
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	349 253	334 285	351 554	317 680
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	32 887	32 805	32 805	35 607
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	8 000	2 891	3 306	2 788
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	948 707	962 887	588 259	579 762
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	254 475	258 978	258 978	234 723
Amortissement des immobilisations	14		1 347 406	1 437 373	1 276 727
Autres					
- Autres	15	18 500	44 633	46 544	32 007
- Réduction valeur immo.	16				95 203
-	17				
	18	8 255 297	9 611 755	9 635 580	9 999 860

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 859 577	775 047
Excédent de fonctionnement affecté	2 225 111	368 019
Réserves financières et fonds réservés	3 326 893	240 757
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ((178 166)) ((107 184))	
Financement des investissements en cours	5 (142 613)	(2 723 272)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 12 234 724	14 907 187
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 13 681 858	13 674 922
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 772 124	697 632
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10 87 453	77 415
	11 859 577	775 047
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
- Budget exercice subséquent	12 222 082	364 990
- Fonds d'indemnisation sablière	13 3 029	3 029
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 225 111	368 019
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 225 111	368 019
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 244 563	159 410
Organismes contrôlés et partenariats	38 47 864	22 017
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 31 466	56 330
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
- Stationnement	45 3 000	3 000
-	46	
	47 326 893	240 757
	48 326 893	240 757

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 () ()	()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ((178 455)) ()	(107 184))
Autres		
-	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 ((178 455)) ()	(107 184))
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (94 871) ()	50 437)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres		
-	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 (94 871) ()	50 437)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 94 582	50 437
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 94 582	50 437
	81 ((178 166)) ()	(107 184))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	359 145	187 414
Investissements à financer	83 (	501 758 ) (	2 910 686)
	84	(142 613)	(2 723 272)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	30 376 182	29 472 998
Propriétés destinées à la revente	86	48 382	48 382
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	30 424 564	29 521 380
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	30 424 564	29 521 380
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	18 128 357 ) (	14 544 454)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	156 353 ) (	120 177)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	97 708	77 605
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	94 871	50 437
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	18 092 131 ) (	14 536 589)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	97 709 ) (	77 604)
	100 (	18 189 840 ) (	14 614 193)
	101	12 234 724	14 907 187

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite des employés.

La Municipalité a un régime à cotisations déterminées garantissant le paiement d'avantages complémentaires de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi à tous ses salariés.

La politique de capitalisation de la Municipalité consiste à verser au régime des cotisations annuelles dont les montants sont équivalents aux montants versés par les employés.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	146 179
	112 <u>153 010</u>	<u>146 179</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115 <u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM,

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	<u>5 883</u>	<u>2 909</u>
	116	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	19 827	9 803
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	4 514	4 309
	<u>24 341</u>	<u>14 112</u>
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 420 787	4 473 857	4 260 064
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	201 505	206 672	220 056
Activités de fonctionnement	3	812 626	832 963	811 709
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	138 220	136 872	86 139
Activités de fonctionnement	6	332 922	336 791	331 272
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 906 060	5 987 155	5 709 240
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	432 487	437 595	430 891
Égout	11	250 120	257 552	249 409
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	753 708	768 761	754 465
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		27 173	26 368
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 436 315	1 491 081	1 461 133
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 436 315	1 491 081	1 461 133
	27	7 342 375	7 478 236	7 170 373

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	7 000	9 889	9 579
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	30 000	36 816	27 207
	36	37 000	46 705	36 786
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	37 000	46 705	36 786
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	2 465	2 904	2 465
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	2 465	2 904	2 465
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	39 465	49 609	39 251

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54	66 602	66 602	
Sécurité incendie	55		15 620	
Sécurité civile	56			315 895
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	30 000	38 707	50 000
Enlèvement de la neige	59	7 500	7 791	7 574
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	151 045	242 376	170 704
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	45 497	8 676	45 497
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	59 000	64 712	51 208
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		4 663	
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		275	1 655
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89	7 500	21 700	7 000
Réseau d'électricité	90			
	91	300 542	455 502	649 533

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94		9 044	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	33 254	33 254	486 556
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	14 194	14 194	25 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	47 448	56 492	511 556

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	163 000	142 043	142 043
Fonds de développement des territoires	136			184 192
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	163 000	142 043	142 043
TOTAL DES TRANSFERTS	141	463 542	644 993	669 657
				1 345 281

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146	24 000	50 102	84 101
Sécurité incendie	147	18 775	18 684	11 072
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	42 775	68 786	95 173
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158	395	390	395
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160	2 763	11 879	2 763
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	642	642	642
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	3 800	12 911	3 800
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	46 575	81 697	98 973

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	4 200	5 318	4 452
	187	4 200	5 318	4 452
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189		1 168	1 766
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192		1 168	1 766
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	12 000	17 615	19 808
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205	6 000	11 823	10 260
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206	7 000	8 550	7 380
Matières recyclables	207			
Autres	208			1 470
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	25 000	37 988	38 918
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219	6 400	8 389	7 751
Autres	220			
	221	6 400	8 389	7 751
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	437 702	499 855	497 814
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	3 150	3 301	4 162
Autres	224	4 500	3 964	5 136
	225	445 352	507 120	507 112
Réseau d'électricité	226			
	227	480 952	558 815	559 983
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	527 527	640 512	658 972

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	40 000	52 671	38 279
Droits de mutation immobilière	230	340 000	403 748	383 444
Droits sur les carrières et sablières	231			314
Autres	232			
	233	380 000	456 419	422 037
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	36 000	38 742	29 120
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235	16 000	25 874	30 879
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	83 000	97 222	88 212
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		1 293	2 657
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242		9 000	9 000
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	26 000	65 357	143 173
	246	26 000	74 357	145 830
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
Non audité						
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	232 175	222 024	222 024	222 024	230 224
Greffe et application de la loi	2	333 125	322 005	322 005	322 005	407 594
Gestion financière et administrative	3	743 632	840 217	21 787	862 004	763 293
Évaluation	4	83 548	83 624		83 624	86 639
Gestion du personnel	5	18 300	37 210		37 210	29 803
Autres	6	38 585	56 383		56 383	39 378
- Autres	7					
	8	1 449 365	1 561 463	21 787	1 583 250	1 556 931
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	770 000	905 153		905 153	825 882
Sécurité incendie	10	338 884	337 199	1 455	338 654	388 720
Sécurité civile	11	6 650	4 338		4 338	456 674
Autres	12	49 350	39 968		39 968	30 377
	13	1 164 884	1 286 658	1 455	1 288 113	1 701 653
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	668 661	695 524	552 320	1 247 844	1 154 272
Enlèvement de la neige	15	700 969	804 149	38 328	842 477	782 910
Éclairage des rues	16	57 165	53 534		53 534	53 442
Circulation et stationnement	17	37 265	24 146		24 146	39 143
Transport collectif						
Transport en commun	18	33 351	33 875		33 875	28 759
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	88 795	80 868	36 074	116 942	120 024
	22	1 586 206	1 692 096	626 722	2 318 818	2 178 550

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	206 000	186 872	37 787	224 659	223 103
Réseau de distribution de l'eau potable	24	268 020	197 210	264 153	461 363	489 767
Traitement des eaux usées	25	100 085	94 755	92 919	187 674	170 372
Réseaux d'égout	26	173 665	114 523	151 862	266 385	319 427
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	284 070	288 259	24 343	291 319	281 167
Élimination	28	216 438	216 438		216 438	182 371
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	189 380	192 172		181 170	193 746
Tri et conditionnement	30	10 092	10 382		10 382	5 082
Matières organiques						
Collecte et transport	31				7 479	
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34	35 569	22 505		22 505	41 695
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	120 820	135 835		135 835	100 295
Autres	39					
	40	1 604 139	1 458 951	571 064	2 030 015	2 005 209
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	12 500	10 674		10 674	10 397
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	12 500	10 674		10 674	10 397
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	288 629	294 769	2 098	296 867	322 060
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique	48					20 000
Industries et commerces	49	118 220	92 313	7 294	99 607	106 585
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52	406 849	387 082	9 392	396 474	448 645

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	137 975	100 569	33 481	134 050	145 990
Patinoires intérieures et extérieures	54	36 620	33 739	4 224	37 963	40 659
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	176 074	142 258	61 356	203 614	212 761
Parcs régionaux	57	415 175	359 681	5 223	364 904	385 365
Expositions et foires	58	65 765	70 001		70 001	76 158
Autres	59	335 470	335 222	3 253	338 475	340 037
	60	1 167 079	1 041 470	107 537	1 149 007	1 200 970
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	6 830	3 372		3 372	3 829
Bibliothèques	62	209 780	205 538	8 547	214 085	229 532
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	111 990	107 551		107 551	123 260
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	145 535	139 513	902	140 415	182 993
	66	474 135	455 974	9 449	465 423	539 614
	67	1 641 214	1 497 444	116 986	1 614 430	1 740 584
	68					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	335 915	328 644		328 644	320 326
Autres frais	70	46 225	38 446		38 446	32 961
Autres frais de financement	71					
Avantages sociaux futurs	72	8 000	2 891		2 891	2 788
Autres	73	390 140	369 981		369 981	356 075
	74					
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	75		1 347 406 (	1 347 406)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Val-David

Code géographique : 78010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	96 639	96 639	1 101 923
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	67 067	67 067	4 352
Conduites d'égout	4	13 943	13 943	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 264 000	1 264 000	672 480
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	52 906	52 906	275 614
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	108 936	108 936	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		578 484	351 728
Ameublement et équipement de bureau	18		828	17 301
Machinerie, outillage et équipement divers	19	92 867	134 739	78 882
Terrains	20	23 728	23 728	56 053
Autres	21			
	22	1 720 086	2 341 270	2 558 333

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	96 639	96 639	1 101 923
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25	67 067	67 067	4 352
Conduites d'égout	26	13 943	13 943	
Autres infrastructures	27	1 316 906	1 316 906	948 094
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	225 531	846 715	503 964
	34	1 720 086	2 341 270	2 558 333

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 563 702	405 717	212 849	2 756 570
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	10 573 362	3 159 934	618 267	13 115 029
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	13 137 064	3 565 651	831 116	15 871 599
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	35 409		35 409	
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	35 409		35 409	
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	42 196		(55 512)	97 708
	14	77 605		(20 103)	97 708
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	1 449 962	1 024 749	159 308	2 315 403
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 527 567	1 024 749	139 205	2 413 111
	19	14 664 631	4 590 400	970 321	18 284 710
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21		721 400	721 400	
Dette à long terme	22	14 664 631	5 311 800	1 691 721	18 284 710

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	17 441 910
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	501 758
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	2 315 403
---	----	-----------

Autres montants	11	97 708
-----------------	----	--------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	331 301
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

- Rev. futurs - DLT non financée	13	376 984
----------------------------------	----	---------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	14 822 272
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	842 800
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	15 665 072
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	207 246
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	15 872 318
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	15 872 318
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	83 548	83 624	86 639
Autres	3	149 592	149 726	148 136
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	328 479	328 483	5 236
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	33 351	33 875	28 759
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	288 749	297 912	226 626
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	21 004	21 022	21 639
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			20 000
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	18 984	23 315	18 790
Activités culturelles	23	25 000	24 930	23 937
Réseau d'électricité				
	24			
	25	948 707	962 887	579 762

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 694 792	2 458 782
Frais de financement	4	25 294	63 468
Autres	5		
	6	1 720 086	2 522 250

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	8,41	15 361,18	823 411	141 937	965 348
Professionnels	2					
Cols blancs	3	17,43	31 832,05	831 919	232 401	1 064 320
Cols bleus	4	15,92	32 223,99	789 851	201 930	991 781
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	41,76	79 417,22	2 445 181	576 268	3 021 449
Élus	9	7,00		141 536	34 078	175 614
	10	48,76		2 586 717	610 346	3 197 063

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	242 376	33 254			275 630
Réseau de distribution de l'eau potable					
Traitement des eaux usées	8 676				8 676
Autres	346 493		14 194		360 687
	597 545	33 254	14 194		644 993

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	4 363	37 390
	4	4 363	37 390
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 798	
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 798	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	132 058	101 461
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	23 365	
	15	155 423	101 461
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		1 727
Réseau de distribution de l'eau potable	17	88 409	62 264
Traitement des eaux usées	18	2 841	
Réseaux d'égout	19	11 574	11 009
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	3 613	2 301
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	106 437	77 301
Santé et bien-être			
Logement social	27	7 311	11 747
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	7 311	11 747
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	452	793
Autres	34		
	35	452	793
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	93 045	117 930
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	123	
Autres	38	1 029	1 396
	39	94 197	119 326
Réseau d'électricité			
	40		
	41	369 981	348 018

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mme Kathy Poulin, Maire	35 898	15 701
M. Jean-françois Giasson, Cons. dist. 1	9 562	4 781
Mme Dominique Forget, Cons. dist 2	11 962	5 981
M. Mathieu Bouthillette, Cons. dist 3	9 562	4 781
M. Guy Séguin, Cons. dist. 4	9 562	4 781
M. Carl De Montigny, Cons. dist. 5	9 562	4 781
Mme Manon Paquin, Cons. dist. 6	9 562	4 781
M. Carl De Montigny, Régie déchets	600	
Mme Kathy Poulin, RIDR	123	61
Mme Kathy Poulin, MRC	1 665	832
M. Carl De Montigny, Régie incendies	1 000	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 110 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018		
	16 _____	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	\$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Val-David _____

Code géographique : 78010 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au secrétaire-trésorier de la
Municipalité de Val-David,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DAVID (ci-après la « Municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables professionnels agréés

LISE GUAY, CPA auditrice, CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2019-04-02

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Val-David

Code géographique : 78010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 923 406
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	201 000
Activités de fonctionnement	3	830 506
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	163 161
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	6 118 073

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	462 214
Égout	11	222 395
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	763 342
Autres		
- Service des incendies	14	172 710
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	105 690
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 726 351
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 726 351
	27	7 844 424

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	9 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	30 000
	9	39 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	39 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	2 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	2 900

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	41 900

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 X 2 /100\$ 3						
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 593 661 720 X 5 0,6950 /100\$ 6 4 143 221						
Immeubles de 6 logements ou plus	7 4 258 200 X 8 0,7299 /100\$ 9 31 080						
Immeubles non résidentiels	10 63 616 080 X 11 0,9196 /100\$ 12 582 254						
Immeubles industriels	13 1 257 300 X 14 0,9196 /100\$ 15 11 562						
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 X 17 /100\$ 18						
Autres	19 10 058 700 X 20 1,3990 /100\$ 21 138 915						
Immeubles agricoles	22 2 356 000 X 23 0,6950 /100\$ 24 16 374						
Total			25 4 923 406	26 (.....) 27 (.....) 28 (.....) 29			4 923 406

Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 675 208 000 X 31 0,0298 /100\$ 32 201 000						
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 X 34 /100\$ 35						
Immeubles de 6 logements ou plus	36 X 37 /100\$ 38						
Immeubles non résidentiels	39 X 40 /100\$ 41						
Immeubles industriels	42 X 43 /100\$ 44						
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 X 46 /100\$ 47						
Autres	48 X 49 /100\$ 50						
Immeubles agricoles	51 X 52 /100\$ 53						
Total			54 201 000	55 (.....) 56 (.....) 57 (.....) 58			201 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 675 208 000 X 2	0,1230 /100\$ 3	830 506				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 X 5	/100\$ 6					
Immeubles de 6 logements ou plus	7 X 8	/100\$ 9					
Immeubles non résidentiels	10 X 11	/100\$ 12					
Immeubles industriels	13 X 14	/100\$ 15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 X 17	/100\$ 18					
Autres	19 X 20	/100\$ 21					
Immeubles agricoles	22 X 23	/100\$ 24					
Total			830 506	25 () 26 ()	27 () 28 ()	29 ()	830 506

Taxes spéciales

Activités d'investissement (taux unique)	30 X 31	/100\$ 32					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36 X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels	39 X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels	42 X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 X 46	/100\$ 47					
Autres	48 X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles	51 X 52	/100\$ 53					
Total				54 () 55 ()	56 () 57 ()	58 ()	

**Valeur locative
imposable**

Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 X 60	% 61		62 () 63 ()	64 ()	65 ()	
---	---------	------	--	---------------	--------	--------	--

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 4 | 4 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 1 | 2 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	2 | 1 | 4 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dette aqueduc	0,0149	1	
Dette égout	0,0077	1	
Rue Continental	625,2500	4	
Domaine Chanteclair	0,0031	2	
Domaine Chanteclair	172,0000	4	
Domaine Ermitage	231,6200	4	
Secteur Alarie	325,0000	4	
Tarif Incendie	45,0000	4	
Bacs de compostage	14,2000	4	
Geais Bleus	827,9000	4	
Ménard-Brousseau	1 093,7500	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	7 844 424
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	132 536
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	7 711 888

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 675 208 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 1 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
	Générales	1	683 530	13 483	155 687	37 587	19 974
	De secteur	2	8 254		8 609	880	
	Autres	3					
Taxes sur une autre base							
	Taxes, compensations et tarification						
	Service de la dette	4	11 511	233	2 273	962	
	Autres	5	152 885	3 661	16 753	29 365	
	Taxes d'affaires						
	Sur la valeur locative	6					
	Autres	7					
		8	856 180	17 377	183 322	68 794	19 974

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9 5 044 651		5 954 912
De secteur	10 145 418		163 161
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 90 711		105 690
Autres	13 1 417 997		1 620 661
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 6 698 777		7 844 424

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	11 425 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>10 837 260 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>964 615 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>427 771 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>222 082 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-08</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Lucien Ouellet , atteste que le rapport financier consolidé de Val-David pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-14.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Val-David.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Val-David consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Val-David détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-21 16:28:01

Date de transmission au Ministère : 2019/05/21